

A destination de : Le président du Conseil de Sécurité des Nations Unies

Cc : Les membres du CSNU ; le Secrétaire Général des Nations Unies

RE : Paix et conflit en République démocratique du Congo

Le conflit à l'est de la République Démocratique du Congo a atteint un point critique. Les communautés vulnérables en subissent les conséquences par des morts, des violences sexuelles, des crises humanitaires et des déplacements. En tant qu'organisations de la société civile¹ travaillant en RDC, nous appelons le Conseil de sécurité à prendre des mesures urgentes, plus fortes et plus durables en faveur de la paix.

On estime que le conflit a coûté la [vie à 6 millions de personnes](#) depuis 1996. Depuis le début de l'année 2023 seulement, près d'[un million de personnes](#) ont été déplacées² - avec plus de [900 000 personnes déplacées](#) dans la seule province du Nord-Kivu depuis mars 2022. Le nombre total de personnes déplacées en RDC a atteint le chiffre record de [6,9 millions](#) en octobre 2023. Les femmes et les jeunes filles sont gravement touchées par les [violences sexuelles et sexistes](#), qui sont nombreuses et ne cessent d'augmenter. Les enfants sont kidnappés ou recrutés par des groupes armés et nombre d'entre eux n'ont pas eu de foyer stable ni d'éducation depuis au moins deux ans. La violence armée présente dans la région s'amplifie, dans un contexte déjà hyper-militarisé. En outre, l'augmentation des flux d'armes et de munitions, et la continuation de "l'état de siège" dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu ne font qu'exacerber la situation.

Les élections en RDC ont toujours été difficiles, et celles prévues pour décembre 2023 augmentent les risques d'une situation déjà désastreuse. Les frustrations augmentent parmi les personnes empêchées ou intimidées de s'inscrire sur les listes électorales ou de faire campagne en raison de l'insécurité. On craint de plus en plus que des élections crédibles ne puissent être organisées dans de nombreuses régions de l'est, ce qui risque d'accroître encore plus la violence.

Nous reconnaissons les efforts déployés par les États membres du Conseil de Sécurité et pour soutenir et améliorer les processus politiques dans la région, ainsi que le rôle de la MONUSCO dans l'est de la RDC. Toutefois, il faut faire davantage, et de toute urgence, pour éviter une catastrophe.

Ce conflit est placé tout en bas de la pile de l'agenda international, et les populations de l'est de la RDC en paient le prix fort. **Nous vous demandons instamment de réunir les principaux acteurs, au plus haut niveau et en incluant la société civile, en vue d'une solution politique dans la région.** La réforme du secteur de la sécurité en RDC est cruciale, de même qu'une stratégie politique forte pour l'est du pays. De nombreux acteurs à l'intérieur et à l'extérieur du pays continuent de poursuivre des intérêts contraires à la paix, notamment en tirant profit de l'exploitation des ressources soutenue par la violence, à un coût tragiquement élevé pour les populations locales. **Nous demandons au Conseil d'insister auprès des facilitateurs et des participants aux processus de Nairobi et de Luanda pour qu'ils dépassent les intérêts à court terme et les impasses afin de trouver des solutions qui placent la paix et la sécurité de la population de l'est de la RDC au premier plan.**

Ces efforts politiques doivent être beaucoup plus inclusifs et s'appuyer sur l'expertise des artisans de la paix locaux et de la société civile. Le Conseil de sécurité a pris des engagements répétés en faveur d'efforts de paix inclusifs, mais nous n'avons pas vu ces engagements déboucher sur une paix inclusive dans la réalité. **Nous demandons au Conseil d'attirer l'attention sur cette situation et**

¹ Nous définissons la société civile comme les organisations locales, nationales et internationales et les communautés locales.

² Selon la matrice de suivi des déplacements (DTM) de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)

d'insister davantage sur une véritable inclusion de la société civile, en particulier des femmes et des jeunes de l'est de la RDC, dans les processus de paix. La participation de la société civile produit à la fois de meilleures solutions et une plus grande pression sur les acteurs de l'élite politique, souvent intéressés par eux-mêmes, pour qu'ils trouvent ces solutions. Il est vital et urgent de mettre en œuvre cette option.

La société civile en RDC a besoin d'un soutien supplémentaire urgent pour son travail crucial sur le terrain. Au milieu du conflit, des milliers d'individus et d'organisations courageux continuent à travailler dur pour améliorer la sécurité des communautés, collecter des informations sur les crises émergentes et y répondre, réduire le recrutement dans les groupes armés et instaurer la confiance entre les populations, en maintenant des éléments vitaux du fragile tissu social de la région des Grands-Lacs en Afrique. L'accélération de la transition et du retrait de la MONUSCO dans un contexte d'escalade des conflits rend ce travail encore plus important. **Nous demandons au Conseil de garantir un soutien international durable, flexible et engagé en faveur de la consolidation de la paix, parallèlement aux réponses apportées aux besoins urgents de la région en matière de développement et d'aide humanitaire, et de les intégrer à ces réponses.**

La supervision et le suivi du retrait de la MONUSCO par la communauté internationale sont essentiels. Ce processus doit se dérouler selon les priorités des communautés qui seront les plus directement affectées et inclure un soutien direct à ces communautés afin de renforcer leurs capacités et de minimiser le vide sécuritaire potentiel. **Nous demandons au Conseil de fournir l'assurance et la preuve que les voix et les priorités de la société civile en RDC seront prises en compte dans le processus de retrait de la MONUSCO, y compris lors du prochain débat du Conseil de sécurité des Nations Unies.**

Les habitants de l'est de la RDC ont avant tout besoin de paix. Après des décennies de conflit, leurs besoins doivent passer en premier. Nous vous demandons instamment de placer ces questions en tête de l'ordre du jour du Conseil et de prendre les mesures urgentes nécessaires à l'instauration et au maintien de la paix.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués,

Action Aid International

Action pour le Développement des Milieux Ruraux (ADMR)

Action Solidaire pour la Paix (ASP)

Acudi Peace and Gender

AFIA MAMA Asbl

Aide et Action pour la Paix (AAP)

AIDPROFEN

Centre Résolution Conflits

Children of Congo Foundation (CCF)

Congolese Family for Joy (CFJ)

Cordaid

Deutsche Welthungerhilfe e. V. (WHH)

Dynamique des Organisations pour le Bien (DOBS) - réseau de 300 membres

Fondation Chirezi

Forum de Paix de Beni

Gender Action for Peace and Security (GAPS) UK

Give Directly

Habari RDC

HIVE

Idée Géniale

International Alert

Justice Plus

L'Association pour un Développement Communautaire Intégré (ADCI)

La Dynamic des Femmes Juristes (DFJ)

Laissez L'Afrique Vivre (LAV)

Le Cadre Provincial de Plaidoyer pour la Paix du Nord-Kivu – réseau de 45 membres

Le Guichet d'Economie Locale du Sud-Kivu (GEL Sud-Kivu)

Le Réseau des Cadres de Concertation Intercommunautaire (RCCI)

Life and Peace Institute

National Partnership for Children and Youth in Peacebuilding (NPCYP)

Nobel Women's Initiative

Observatoire Gouvernance et Paix (OGP)

Oxfam

Peace Direct

People in Need

Pole Institute

Réseau des Associations Congolaises des Jeunes (RACOJ) Sud-Kivu

Réseau d'Associations pour la promotion des Droits de la Femme (RAPDFEM) - réseau de 20 membres

Réseau des Femmes Ambassadrices et Médiatrices des Territoires pour la Paix (REFAM-TP) - réseau de 55 membres

Réseau D'Innovation Organisationelle (RIO)

Sauti ya Mama Mukongomani (SMM)

Save Communities in Conflicts

Search For Common Ground

Service, Par, Pour et Avec les Femmes (SEPPAF)

Solidarite des Femmes de Fizi pour le Bien-Etre Familial (SOFIBEF)

Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH)

Solidarité Féminine pour la paix et le développement intégral (SOFEPADI)

Tearfund

Trócaire

Umoja in Action

Union des Juristes Engagés pour les Opprimés, la Paix et le Développement (UJEOPAD)

War Child

Women for Women International

Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) UK